

Le bloc de l'Est en mutation

Source: CVCE. European Navigator. Étienne Deschamps.

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/le_bloc_de_l_est_en_mutation-fr-5874c96d-2987-4135-8f74-e960272ff659.html

Date de dernière mise à jour: 08/07/2016



Le bloc de l'Est en mutation

A la fin des années quatre-vingts, l'Europe de l'Est traverse des événements politiques et des transformations économiques qui modifient radicalement les données géopolitiques en Europe et transforment les institutions et les structures existantes. Longtemps étouffées par les régimes autoritaires du bloc soviétique, les aspirations des populations à la liberté, à la démocratie et à la défense des droits de l'homme se manifestent de plus en plus ouvertement grâce notamment aux réformes introduites en Union soviétique par Mikhaël Gorbatchev et par sa politique d'ouverture progressive vers l'Occident.

Déjà affaiblis, les régimes communistes vont rapidement s'écrouler et ainsi favoriser le réveil des nationalités et des minorités dans les pays satellites de l'URSS, puis en Union soviétique même. Les manifestations et les grèves se multiplient pour réclamer des réformes politiques et économiques. La chute du mur de Berlin, en novembre 1989, ne fait qu'accélérer l'élimination des régimes communistes. Après la Pologne et la Hongrie, les régimes autoritaires font place à des coalitions élues et pluralistes en Tchécoslovaquie, en République démocratique allemande (RDA), en Roumanie et en Bulgarie. Les révolutions démocratiques liquident aussi le Pacte militaire de Varsovie et le système d'économie planifiée du Comecon. L'Union soviétique implose et ne peut empêcher une cascade d'indépendances nationales dans les États baltes et dans la plupart des Républiques qui composaient l'URSS. Farouchement opposés à la tournure des événements, un groupe de communistes conservateurs échoue en 1991 dans sa tentative de coup d'État pour renverser le président Gorbatchev. La Communauté des États indépendants (CEI), qui comprend certaines anciennes Républiques, remplace l'ancienne Union soviétique.

Si la dislocation de l'Union soviétique s'est déroulée de façon relativement pacifique, l'effondrement de la République fédérale de Yougoslavie entraîne des années d'une guerre civile qui ne prend fin qu'avec l'intervention des puissances occidentales. En 1989, la République de Serbie affirme sa volonté de réaliser une « Grande Serbie » qui s'étend aux minorités serbes de Croatie, de Bosnie et de Macédoine. En 1991, la Croatie et la Slovénie proclament leur indépendance que l'armée fédérale yougoslave, essentiellement serbe, réprime dans le sang. Dans un premier temps, la Communauté européenne fait connaître sa préférence pour le maintien de la Fédération yougoslave, liée à la Communauté économique européenne (CEE) par un accord de coopération depuis 1980. Divisés, les Douze doivent faire appel aux nations unies et aux États-Unis qui jouent le rôle principal dans la crise yougoslave. L'Union européenne retrouve cependant une certaine cohésion avec l'adoption, en novembre 1993, à l'initiative franco allemande d'un plan d'action pour l'ex-Yougoslavie. La guerre en ex-Yougoslavie met à l'épreuve la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) prévue par le traité sur l'Union européenne. Elle met aussi en lumière les insuffisances d'une capacité militaire autonome tandis que c'est l'Union européenne qui fournit l'essentiel de l'aide humanitaire.